

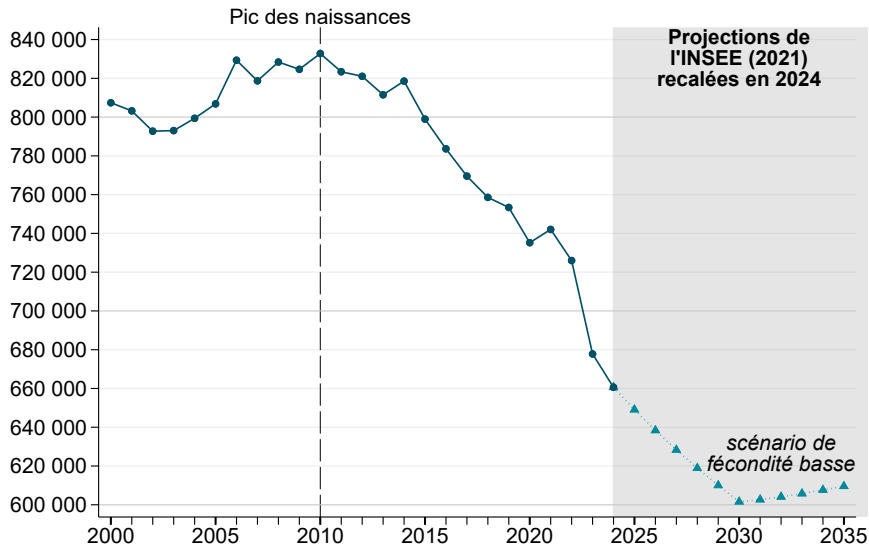
Taille des classes et inégalités territoriales : quelle stratégie face à la baisse démographique ?



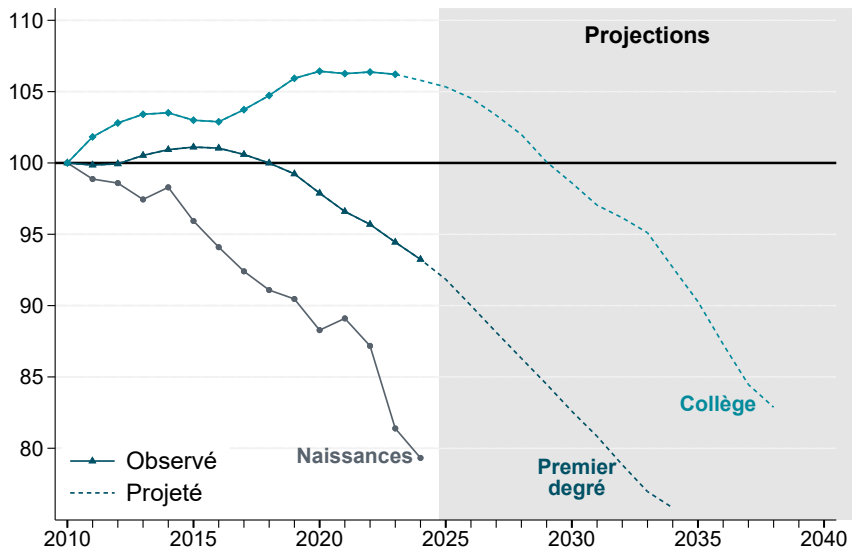
Auteurs:

Pauline Charousset, Julien Grenet, Nina Guyon, Youssef Souidi

Une baisse marquée de la natalité depuis 2010...



...qui entraîne un recul progressif des effectifs scolaires

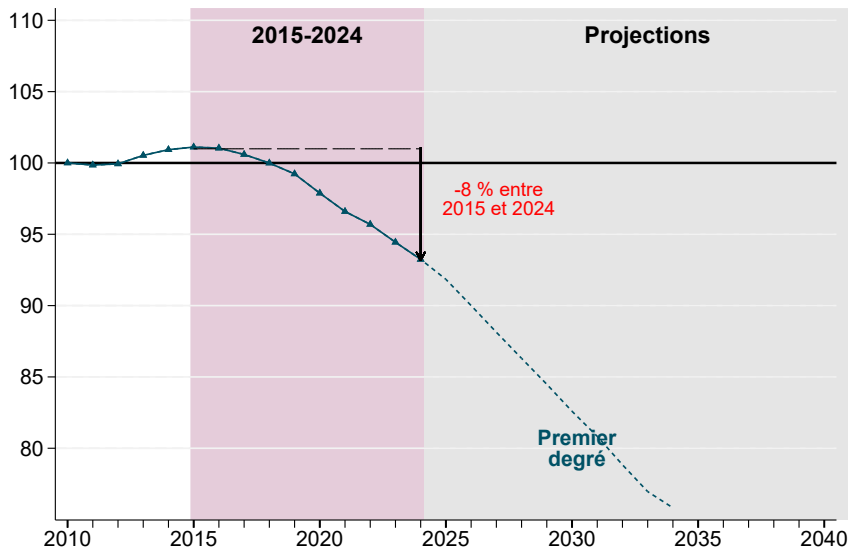


Démographie scolaire : un enjeu majeur pour la prochaine décennie

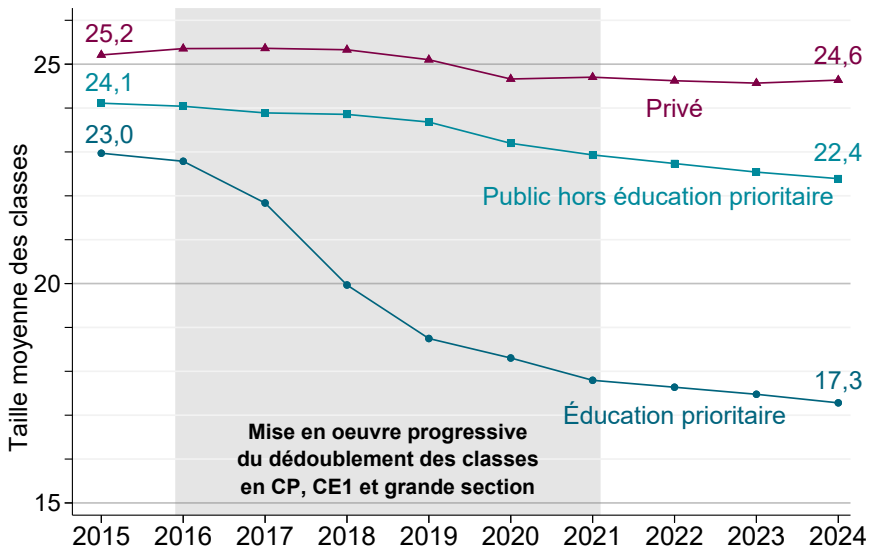
- La baisse des effectifs scolaires soulève la question de l'ajustement de la dépense éducative dans un contexte budgétaire contraint : faut-il réduire le nombre d'enseignants pour faire des économies ?
- À l'inverse, cette baisse pourrait être l'occasion d'augmenter la dépense par élève
 - La France investit relativement peu dans l'école primaire :
 - ▶ Dépense par élève inférieure de 19 % à la moyenne OCDE
 - ▶ Classes parmi les plus chargées d'Europe (22 vs 19 élèves/classe en 2021)
 - La baisse démographique rend une réduction de la taille des classes plus facile à mettre en œuvre
- Un risque : la baisse des effectifs est très inégale selon les territoires → nécessité de réallouer les moyens humains pour limiter les déséquilibres.
- Objectif de l'étude : éclairer ces enjeux à l'aide de données détaillées mises à disposition par la DEPP et de projections à 10 ans.

L'évolution de la taille des classes dans le premier degré : état des lieux

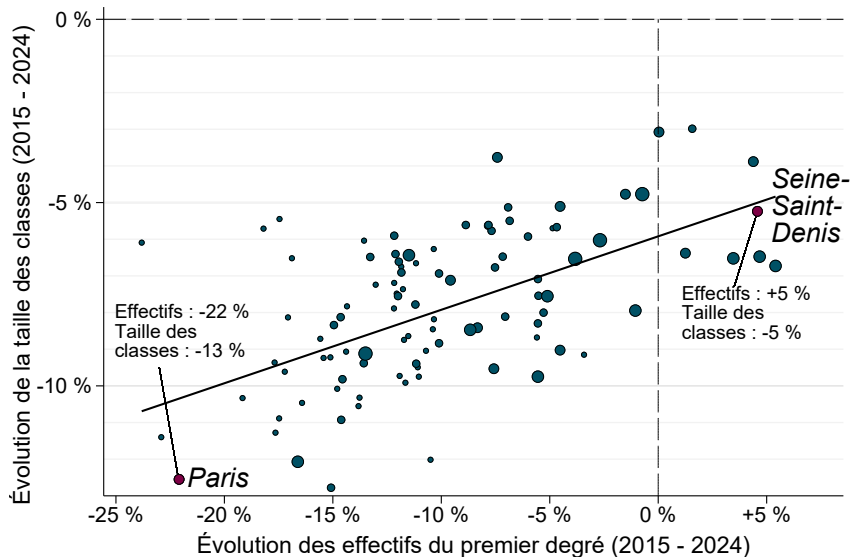
Évolution des effectifs dans le premier degré (2015-2024)



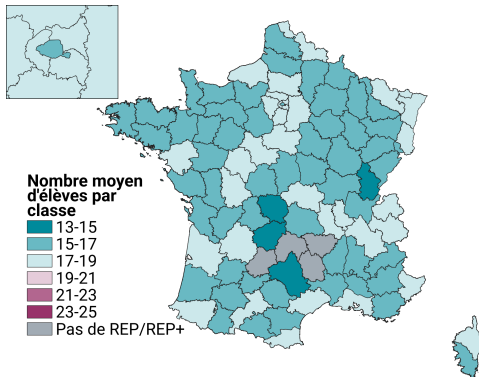
Évolution de la taille moyenne des classes dans le premier degré



Hors éducation prioritaire : une baisse inégalement répartie sur le territoire



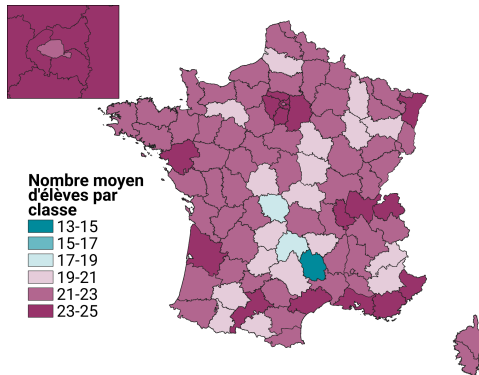
La taille des classes en 2024 : des contrastes marqués entre départements



Éducation prioritaire

Min : 14,0 (Creuse)

Max : 18,6 (Pyrénées-Orientales)



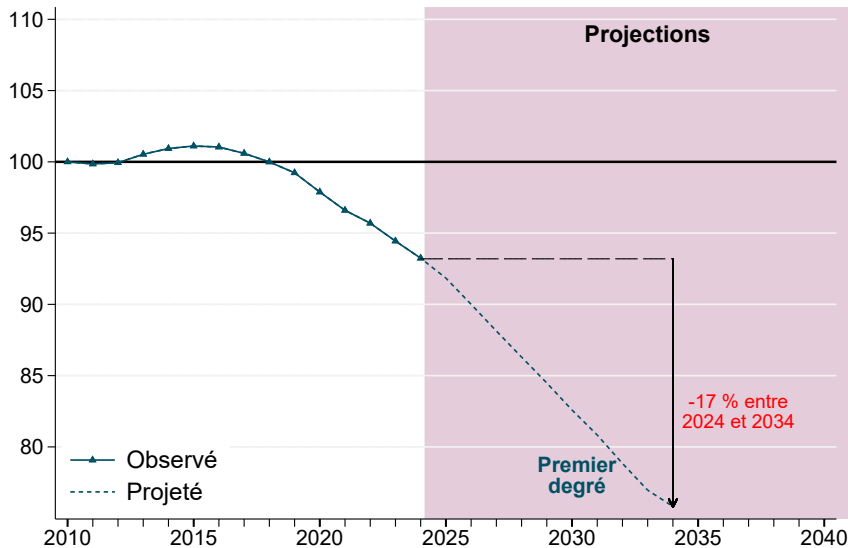
Public hors éducation prioritaire

Min : 14,8 (Lozère)

Max : 24,5 (Bouches-du-Rhône)

**Réduire le nombre d'enseignants ou
diminuer la taille des classes : quel
arbitrage économique ?**

Projection des effectifs du premier degré (2025-2034)



Réduire ou maintenir le nombre d'enseignants ? Les termes de l'arbitrage

- **Deux scénarios :**

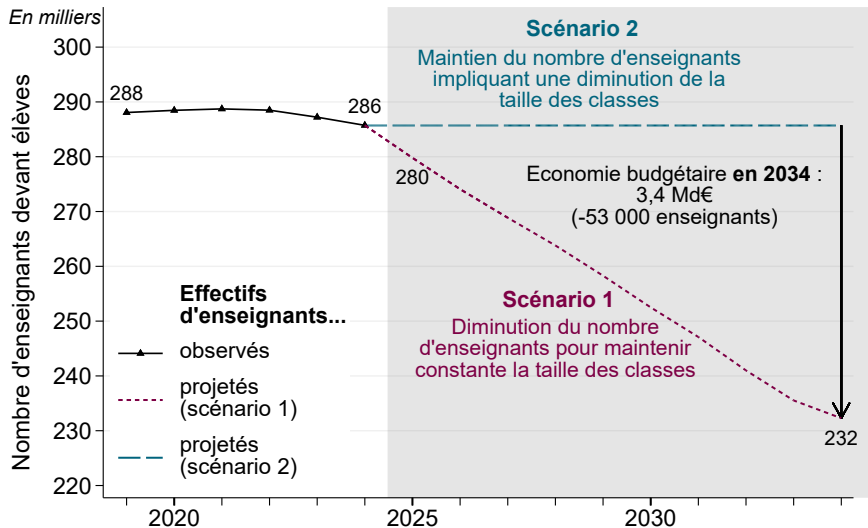
- **Scénario 1** : diminution du nombre d'enseignant pour maintenir la taille des classes à son niveau de 2024.
- **Scénario 2** : maintien du nombre d'enseignant à son niveau de 2024 afin de réduire la taille des classes.

(D'autres scénarios intermédiaires sont possibles)

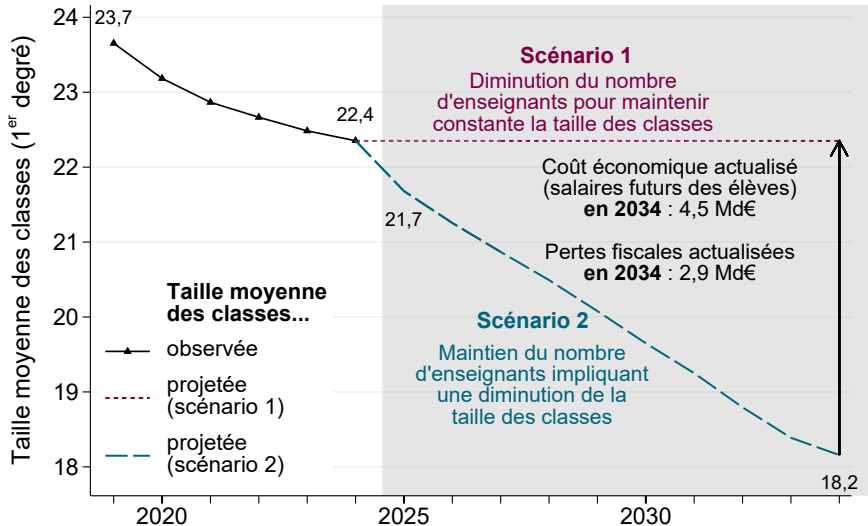
- **Quel arbitrage ?**

- Le scénario 1 génère des économies budgétaires à court et moyen terme...
- ...mais il prive les élèves des gains associés à des classes moins chargées...
 - ▶ effets positifs sur les apprentissages bien documentés dans la littérature scientifique
 - ▶ qui se traduisent à long terme par des salaires et des recettes fiscales plus élevés
- ... et de bénéfices annexes : meilleures conditions de travail pour les enseignants, externalités sociales positives (santé, délinquance, etc.).

Réduire le nombre d'enseignants : des économies budgétaires à moyen terme...

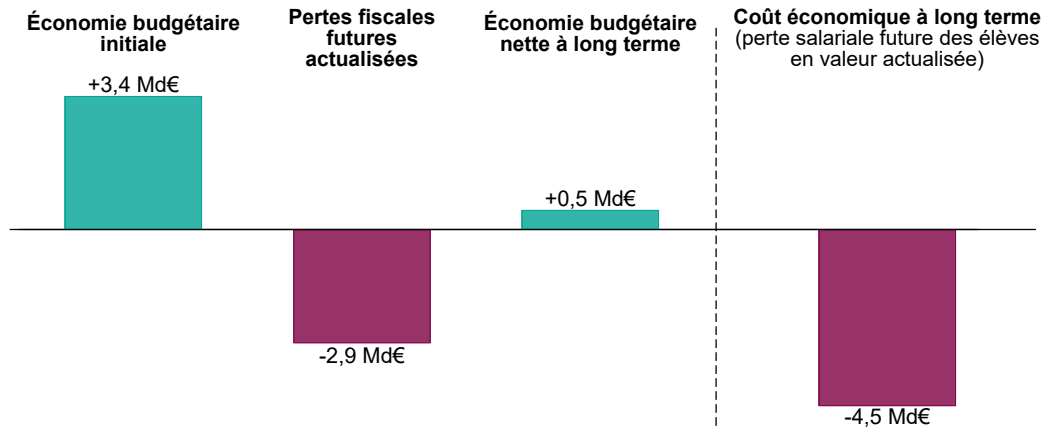


...mais un coût économique et des pertes fiscales à long terme



...mais un coût économique et des pertes fiscales à long terme

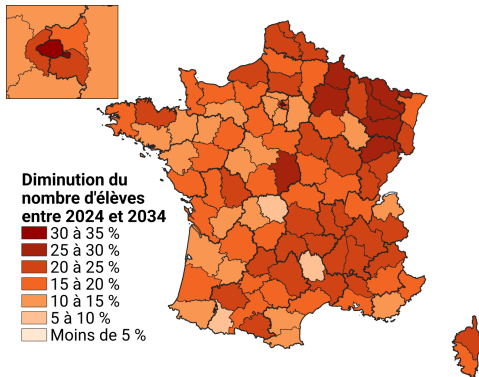
En 2034 :



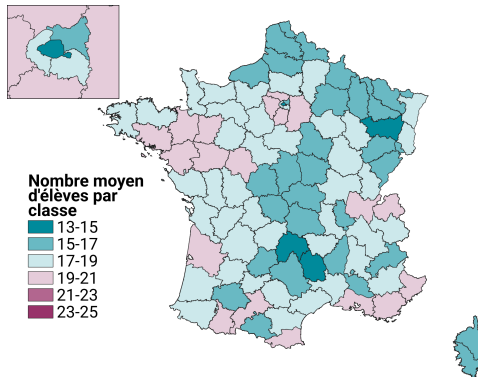
1 € net économisé en réduisant le nombre d'enseignants se traduirait à long terme par une perte économique de 9 € → plaide en faveur d'une réduction de la taille des classes

**Quelle stratégie pour corriger les
disparités territoriales dans la taille
des classes ?**

Le risque d'une baisse de la taille des classes à géométrie variable

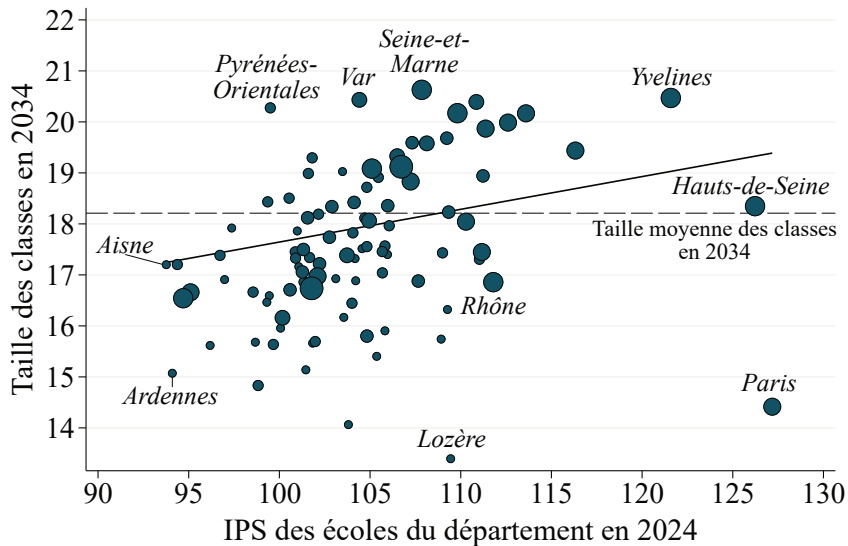


Baisse estimée des effectifs du premier degré par département (2024-2034)

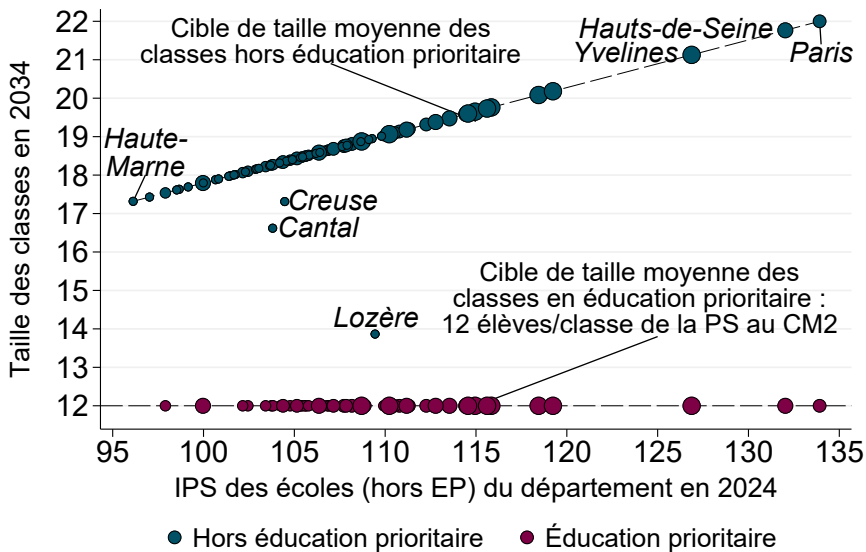


Taille des classes en 2034 si maintien des effectifs enseignants par département (Scénario 2)

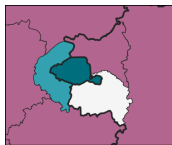
Effets du maintien des effectifs enseignants sur la taille des classes, en fonction du profil social des départements



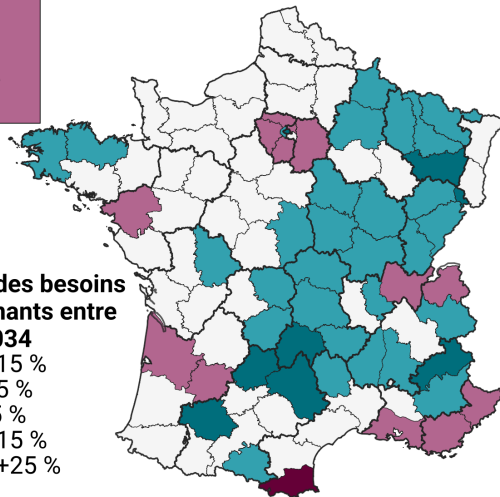
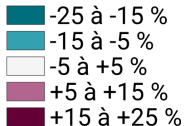
Comment atténuer ces disparités ? Un scénario possible



Besoins en enseignants en 2034 par rapport à 2024



**Évolution des besoins
en enseignants entre
2024 et 2034**



Conclusion et perspectives

- Une stratégie volontariste s'impose face à la baisse durable des effectifs dans le premier degré.
- Le maintien des effectifs enseignants permettrait une réduction progressive de la taille des classes, avec des bénéfices supérieurs au coût budgétaire à long terme.
- Cette stratégie nécessite cependant une planification coordonnée des moyens humains pour corriger les déséquilibres territoriaux.
- Aspects à approfondir :
 - Impact de la baisse démographique sur les dynamiques public/privé
 - Enjeux spécifiques aux territoires ruraux
 - Étendre l'analyse au second degré